

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1410

21 MAI 1991. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991, conclue au sein du Conseil national du Travail, remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par la convention collective de travail n° 19bis du 7 juin 1988

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu le point 4 de l'accord national interprofessionnel du 10 février 1975 qui traite de l'intervention de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs;

Vu le chapitre 6 de l'accord interprofessionnel du 27 novembre 1990;

Vu la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par la convention collective de travail n° 19bis du 7 juin 1988;

Considérant qu'il y a lieu de donner exécution à l'accord interprofessionnel précité du 27 novembre 1990 en adaptant la convention collective de travail n° 19;

Vu la demande du Conseil national du Travail;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 19ter, reprise en annexe, conclue le 5 mars 1991 au sein du Conseil national du Travail, remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par la convention collective de travail n° 19bis du 7 juin 1988.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Annexe

Conseil national du Travail

Convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991 remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par la convention collective de travail n° 19bis du 7 juin 1988

CHAPITRE 1er. — Portée de la convention

Article 1er. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par la convention collective de travail n° 19bis du 7 juin 1988.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 7 mai 1975, *Moniteur belge* du 5 juin 1975.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1410

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter van 5 maart 1991, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19bis van 7 juni 1988

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op punt 4 van het Nationaal interprofessioneel akkoord van 10 februari 1975, dat handelt over de tussenkomst van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers;

Gelet op hoofdstuk 6 van het interprofessioneel akkoord van 27 november 1990;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19bis van 7 juni 1988;

Overwegende dat aan het voornoemd interprofessioneel akkoord van 27 november 1990 uitvoering moet worden gegeven door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 aan te passen;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter gesloten op 5 maart 1991 in de Nationale Arbeidsraad, tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19bis van 7 juni 1988.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

Bijlage

Nationale Arbeidsraad

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter van 5 maart 1991 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19bis van 7 juni 1988

HOOFDSTUK I. — Draagwijdte van de overeenkomst

Artikel 1. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vervangt voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in de prijs van het vervoer van de werknemers, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19bis van 7 juni 1988.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 7 mei 1975, *Belgisch Staatsblad* van 5 juni 1975.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs qui les occupent.

Elle ne s'applique toutefois pas aux employés dont la rémunération annuelle brute dépasse 900 000 F, calculée selon l'annexe jointe à la présente convention; cette annexe fait partie intégrante de la convention.

La présente convention ne s'applique pas aux employeurs et travailleurs relevant d'une commission paritaire où l'intervention dans les frais de transport a été réglée par une convention collective de travail sectorielle, prévoyant des avantages au moins équivalents à ceux qui sont prévus par la présente convention.

Commentaire.

1. Les parties signataires de la présente convention s'engagent à procéder au sein du Conseil national du Travail à un réexamen en vue de l'adaptation éventuelle du plafond salarial déterminé à l'article 2 si le plafond de la rémunération annuelle brute des employés concernant l'intervention de l'employeur dans le prix du transport par chemin de fer, fixé par l'arrêté ministériel du 10 décembre 1990, est modifié.

En effet, par suite de l'arrêté ministériel du 10 décembre 1990, le plafond salarial précité de 900 000 F pour les employés est, au moment de la conclusion de la présente convention, également applicable à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

2. Lorsque l'employeur organise le transport avec la participation financière des travailleurs ou lorsque l'employeur organise une partie du trajet à ses frais exclusifs, il convient de rechercher, en ce qui concerne la participation de l'employeur aux frais de transport des travailleurs, une solution qui s'inspire des dispositions de la présente convention.

CHAPITRE III

Transports en commun publics par chemin de fer

Art. 3. En ce qui concerne le transport organisé par la S.N.C.B., l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur la base du barème figurant en annexe de l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la S.N.C.B. par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

CHAPITRE IV. — *Transports en commun publics autres que les chemins de fer*

Art. 4. En ce qui concerne les transports en commun publics autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements, pour les déplacements atteignant 5 km calculés à partir de la halte de départ, sera déterminée suivant les modalités fixées ci-après :

a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur est égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance correspondante, sans toutefois excéder 54 % du prix réel du transport.

b) lorsque le prix est fixé quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est déterminée de manière forfaitaire et atteint 50 % du prix effectivement payé par le travailleur, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social, pour une distance de 7 km.

CHAPITRE V

Transports en commun publics combinés

Art. 5. Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale — sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public — l'intervention de l'employeur sera égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

Art. 6. Dans tous les cas, autres que celui visé à l'article 5, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit :

après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur, a été calculée conformément aux dispositions des articles 3, 4a, 4b et 5 de

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

Zij is evenwel niet van toepassing op de bedienden wier jaarlijkse brutobezoldiging de 900 000 F overschrijdt, berekend volgens de bijlage die bij deze overeenkomst is gevoegd; deze bijlage maakt integraal deel van onderhavige overeenkomst uit.

Deze overeenkomst is niet van toepassing op de werkgevers en werknemers die afhangen van een paritair comité waar de tussenkomst in de vervoerkosten reeds door een sectoriële collectieve arbeidsovereenkomst werd geregeld, in zoverre deze overeenkomsten ten minste in evenwaardige voordelen voorzien als deze die worden toegekend door onderhavige overeenkomst.

Commentaar.

1. De partijen die onderhavige overeenkomst ondertekenen, verbinden zich er toe om in de Nationale Arbeidsraad tot een onderzoek over te gaan met betrekking tot de eventuele aanpassing van de loongrenzen die in artikel 2 bepaald wordt van zodra de grens van de jaarlijkse brutobezoldiging van de bedienden met betrekking tot de tegemoetkoming van de werkgever in de prijs van het treinvervoer, zoals dat bepaald werd in het ministerieel besluit van 10 december 1990, gewijzigd wordt.

Ingevolge het ministerieel besluit van 10 december 1990 is, op het ogenblik van de totstandkoming van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, de voornoemde loongrenzen van 900 000 F voor de bedienden immers ook van toepassing met betrekking tot de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement.

2. Ingeval het transport is georganiseerd door de werkgever, met de financiële deelneming van de werknemers, of indien de werkgever een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten heeft georganiseerd, dient, wat zijn bijdrage in de kosten van vervoer der werknemers betreft, een oplossing te worden gezocht die is ingegeven door de bepalingen van onderhavige overeenkomst.

HOOFDSTUK III

Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer

Art. 3. Wat het door de N.M.B.S. georganiseerde vervoer betreft, zal de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend worden op basis van het barema, dat is opgenomen in bijlage van het koninklijk besluit dat getroffen werd in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van een werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de N.M.B.S. ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer*

Art. 4. Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer, zal de bijdrage van de werkgever in de prijs van de abonnementen voor de verplaatsingen vanaf 5 km, berekend vanaf de vertrekhalte, vastgesteld worden volgens de hierna vastgestelde modaliteiten :

a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding tot de afstand staat, is de bijdrage van de werkgever gelijk aan de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor een overeenstemmende afstand, zonder evenwel 54 % van de werkelijke vervoerprijs te overschrijden.

b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 50 % van de effectief door de werknemer betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor een afstand van 7 km te overschrijden.

HOOFDSTUK V

Gekombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Art. 5. Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen dan de trein, en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand — zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel — zal de bijdrage van de werkgever gelijk zijn aan de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement.

Art. 6. In elk ander geval dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in artikel 5, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand als volgt berekend :

nadat met betrekking tot elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepa-

la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

CHAPITRE VI. — *Epoque de remboursement*

Art. 7. L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs sera payée une fois par mois pour les travailleurs ayant un abonnement mensuel, ou à l'occasion de la période de paiement qui est d'usage dans l'entreprise, en ce qui concerne les titres de transport qui sont valables pour une semaine.

CHAPITRE VII. — *Modalités de remboursement*

Art. 8. a) Les travailleurs présentent aux employeurs une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement, sur une distance égale ou supérieure à 5 km, un moyen de transport en commun public pour se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail; en outre, ils précisent, si possible, le kilométrage effectivement parcouru. Ils signaleront dans les plus brefs délais toute modification de cette situation.

b) Les employeurs peuvent à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration.

Art. 9. L'intervention de l'employeur dans les frais de transport sera payée sur présentation des titres de transport, délivrés par la S.N.C.B. et/ou les autres sociétés de transport en commun public.

CHAPITRE VIII *Durée, révision et dénonciation*

Art. 10. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1er mars 1991.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 21 mai 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Annexe à la convention collective de travail n° 19ter remplaçant la convention collective de travail n° 19 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs

L'estimation de la rémunération annuelle brute de 900 000 F, visée à l'article 2 doit comprendre :

1° les éléments fixes : le traitement mensuel brut, y compris d'éventuels compléments tels que l'indemnité pour connaissance et utilisation des deux langues nationales. Il est tenu compte de la partie mobile allouée en fonction de l'indice des prix à la consommation. Le montant annuel brut s'obtient en multipliant par 12 les éléments fixes se rapportant au premier mois pour lequel l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs est demandée, même si l'employé ne travaille pas pendant 12 mois;

2° les éléments variables :

a) par mois : commissions, primes, heures supplémentaires, etc.

Il y a lieu de se baser sur les chiffres bruts, ayant trait aux 12 derniers mois. Si l'employé n'a pas travaillé 12 mois, le montant à prendre en considération s'obtient en multipliant par 12 la moyenne mensuelle des mois de travail effectif.

b) par an : commissions, primes, 13e mois et autres gratifications que certains employeurs accordent une ou plusieurs fois par an à leur personnel, en vertu d'un accord ou de l'usage.

Les montants bruts alloués pendant les 12 derniers mois sont à ajouter à la somme des montants annuels bruts, visés aux 1° et 2°, a.

L'estimation de la rémunération annuelle brute ne doit pas comprendre :

1° les suppléments à caractère social, tels que les indemnités de résidence et de foyer, les allocations familiales, le pécule de vacances;

2° les indemnités allouées en remboursement de frais (frais de déplacement, frais de représentation, etc.);

3° les pensions de toute nature.

lingen van de artikelen 3, 4a, 4b en 5 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

HOOFDSTUK VI. — *Terugbetalingstijdstip*

Art. 7. De bijdrage van de werkgever in de door de werknemers gedragen vervoerkosten zal maandelijks betaald worden, voor de werknemer met een maandabonnement of ter gelegenheid van de betaalperiode die in de onderneming gebruikelijk is voor de vervoerbewijzen die geldig zijn voor een week.

HOOFDSTUK VII. — *Modaliteiten van terugbetaling*

Art. 8. a) De werknemers leggen aan de werkgevers een ondertekende verklaring voor waarin verzekerd wordt dat zij geregeld over een afstand gelijk aan of hoger dan 5 km een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel benutten om zich van hun woonplaats naar hun plaats van tewerkstelling te begeven; bovendien preciseren zij, indien mogelijk, het aantal effectief gereden kilometers. Zij zullen ervoor zorgen iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd mede te delen.

b) De werkgevers mogen op elk ogenblik nagaan of deze verklaring met de werkelijkheid strookt.

Art. 9. De tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten zal betaald worden op voorlegging van de vervoerbewijzen, uitgereikt door de N.M.B.S. en/of de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer.

HOOFDSTUK VIII *Duur, herziening en opzegging*

Art. 10. Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 maart 1991.

Zij zal op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij kunnen herzien of opgezegd worden, met een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties gaan de verbintenis aan deze, binnen de termijn van één maand na ontvangst, in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 mei 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers

De raming van de jaarlijkse brutobezoldiging van 900 000 F, zoals bepaald in artikel 2 moet omvatten :

1. de vaste elementen : de maandelijks brutowedde, inbegrepen de eventuele bijkomende wedden, zoals onder meer de vergoeding voor de kennis en het gebruik van beide landstalen, hierbij rekening gehouden met het beweeglijk gedeelte toegekend in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het jaarlijks brutobedrag wordt bekomen door de vaste elementen, die betrekking hebben op de eerste maand waarvoor de financiële bijdrage van de werkgever in de prijs van het vervoer van de werknemers wordt gevraagd, te vermenigvuldigen met 12, zelfs indien de bediende geen 12 maanden werkt.

2° de veranderlijke elementen :

a) per maand : kommissieloon, premies, overuren, enz.

Hier gelden de brutocijfers voor de laatste 12 maanden. Indien de bediende geen 12 maanden heeft gewerkt wordt het in aanmerking te nemen bedrag bekomen door het maandgemiddelde voor de effectief gewerkte maanden, te vermenigvuldigen met 12.

b) per jaar : kommissieloon, premies, 13e maand en andere toelagen die sommige werkgevers eens of meermaals per jaar aan hun personeel toekennen, ingevolge overeenkomst of gebruik.

De brutobedragen toegekend gedurende de laatste 12 maanden moeten bij de jaarlijkse brutobedragen, waarvan sprake onder 1° en 2°, a, worden gevoegd.

De raming van de jaarlijkse brutobezoldiging moet niet omvatten :

1° de toelagen van sociale aard, zoals : haard- en standplaatstoe-lage, kindergeld, vakantiegeld;

2° de bedragen toegekend als vergoeding voor bepaalde kosten (reiskosten, representatiegelden, enz.);

3° pensioenen van allerlei aard.